



## Les journées du BJDU

Ref 31646

### Les journées du BJDU

Conférences d'actualité

---

Tous niveaux

2 jours - 14 heures

---

### **Panorama de toute l'actualité 2018 du droit de l'urbanisme et de l'aménagement**

Comme chaque année, EFE organise le grand rendez-vous des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement.

J'ai le plaisir de vous annoncer que la **22ème édition des Journées du BJDU** se tiendra à Paris les **3 et 4 décembre 2018**.

Au cours de ces journées, **acteurs publics, universitaires, avocats et membres éminents du Conseil d'État et de la CJUE** auront l'occasion de revenir sur une année d'actualité législative, réglementaire et jurisprudentielle extrêmement dense.

Retrouvez ci-dessous la liste exhaustive de nos intervenants et sujets de cette année 2018.

A très bientôt.



[Téléchargez le programme de cette conférence et découvrez nos intervenants](#)

## Objectifs

- Cette formation a pour objet d'apporter aux professionnels concernés par le droit de l'urbanisme et de l'aménagement, tous les éléments nécessaires à la compréhension et à la mise en oeuvre des derniers textes législatifs et réglementaires
- Au cours de ces 2 jours, les participants bénéficieront d'un panorama complet de la jurisprudence de l'année 2018 et d'une analyse précise de ses implications pratiques

## Pour qui ?

- Élus chargés de l'urbanisme et de l'aménagement
- Secrétaires généraux et leurs adjoints
- Membres des directions de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'action foncière
- Responsables du droit des sols et des autorisations de construire
- Directeurs des services techniques
- Directeurs juridiques et contentieux
- Ingénieurs et chargés d'études en urbanisme
- Agences d'urbanisme et de développement
- Bureaux d'études et de conseils, CAUE
- Établissements publics d'aménagement
- Aménageurs publics et privés
- Urbanistes, architectes, géomètres-experts, promoteurs immobiliers
- Avocats, juristes, notaires et conseils auprès des collectivités territoriales
- DDE, OPAC, entreprises publiques locales, et CCI

## Comment ?

- Alternance d'exposés axés sur le nouveau contexte législatif et réglementaire du droit

de l'urbanisme et sur la jurisprudence de l'année en cours

## Homologations

- Remise aux participants d'un outil de travail permanent sous la forme d'une documentation



## Programme

Lundi 3 décembre 2018

### **DOCUMENTS DE PLANIFICATION : COMMENT ÉVOLUENT-ILS ?**

#### **Comment adapter vos documents d'urbanisme à la loi ELAN ?**

- Révision de la hiérarchie des documents d'urbanisme : quelle est l'incidence du placement du Scot entre le SRADDET et le PLUi ?
- Absence de remise en cause des documents dits « supérieurs » : quelles conséquences sur la rédaction des documents d'urbanisme ?
- Remise en vigueur d'un POS lorsqu'un PLU est déclaré illégal : pour quelle durée maximum ?
- L'acte d'approbation d'un PLU comportant des orientations d'aménagement et de programmation peut-il valoir acte de création d'une ZAC ?
- Annulation d'un document d'urbanisme : quelle incidence sur l'autorisation octroyée ?

#### **Transfert de compétences : quel bilan tirer du passage du PLU au PLUi ?**

- Généralisation des règles d'urbanisme à l'échelle intercommunale : quelles réussites et quels échecs ?
- Comment articuler la modification du périmètre des EPCI ayant déjà commencé

l'élaboration d'un PLUi ?

- *Quid* du transfert de compétences en matière de PLUi en cas de fusion d'EPCI : une remise en cause de la loi ALUR ?
- Quelle est l'incidence d'un avis défavorable émis par une commune membre de l'intercommunalité lors de l'élaboration du PLUi ?

### **Vos dernières jurisprudences en matière de planification : quelles évolutions ?**

- Comment mettre en œuvre les dispositions permettant la régularisation des vices affectant un PLU ?
  - CE 29 juin 2018, Commune de Sempy, n° 395963
- Comment appliquer le nouveau régime de l'exception d'illégalité des actes réglementaires aux documents d'urbanisme ?
  - CE Ass 18 mai 2018, n°414583
- Un PLU doit-il être obligatoirement conforme au Scot ? Peut-il se limiter à une simple compatibilité au Scot ?
  - Cass Civ 3, 29 mars 2018, n°17-11.507
- Comment s'apprécie le rapport de compatibilité du PLU avec le Scot ?
  - CE 18 décembre 2017, n°395216
- Un PLU peut-il imposer aux constructeurs une répartition détaillée des logements selon leur taille ?
  - CE 30 mars 2018, n°411122
- ICPE : comment le juge apprécie-t-il la compatibilité de la décision de refus d'autorisation avec un PLU ?
  - CE 29 janvier 2018, n°405706
- Comment s'apprécie le caractère limité de l'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage ?
  - CE 11 avril 2018, n°399094

– Quelles caractéristiques doit revêtir une parcelle en continuité avec un espace remarquable à protéger pour être incluse dans ce dernier ?

• CE 30 mai 2018, n°408868

## **AUTORISATIONS D'URBANISME : PANORAMA DE TOUTES LES ACTUALITÉS**

### **Quelles sont les évolutions jurisprudentielles majeures en matière d'autorisations d'urbanisme ?**

– Peut-on régulariser en appel une autorisation d'urbanisme annulée en première instance ?

• CE 22 février 2018, n°389518

– Quelles sont les modalités de recours contre l'avis négatif de l'ABF ?

• CE 4 mai 2018, n°410790

– Le recours contre un refus de permis modificatif suspend-il la validité du permis d'origine ?

• CE 21 février 2018, n°402109

– Le juge peut-il enjoindre de délivrer un permis de construire ?

• CE 25 mai 2018, n°417350

– L'administration peut-elle abroger un permis de construire obtenu par fraude ?

• CE 5 février 2018, n°407149

– Un permis de construire peut-il faire l'objet d'une régularisation suite à la modification des règles d'urbanisme issues d'un PLU ?

• CE 7 mars 2018, n°404079

– Un permis de construire portant sur la modification d'une construction non conforme au PLU peut-il être délivré ?

• CE 4 avril 2018, n°407445

– Plusieurs constructions distinctes peuvent-elles faire l’objet d’un permis unique ?

• CE 28 décembre 2017, n°406782

### **Réforme du contentieux des autorisations : quelles avancées apportées par la loi ELAN ?**

– La régularisation des autorisations par voie d’annulation partielle ou de sursis à statuer peut-elle porter sur une construction achevée ?

– Recours contre un permis modificatif ou de régularisation délivré en cours d’instance : quel nouveau dispositif ?

– Quelles sont les conséquences de l’illégalité d’un PLU sur une autorisation de construire ? Sur un permis d’aménager ?

• Annulation totale ou partielle d’un PLU : quelles conséquences sur l’autorisation en cause ?

### **Loi du 26 mars 2018 et décret du 26 juin 2018 relatifs à l’organisation des JO : des règles d’urbanisme assouplies ?**

– Quelle sera la durée maximum d’implantation des aménagements temporaires ?

– Quel est le délai imparti pour la remise en l’état des sites ?

– Permis « à double état » : *quid* de cette innovation juridique ?

• Dans quelles conditions délivrer un permis à double état ?

• Une seule autorisation pour une/un construction/aménagement avec deux objets distincts ?

• *Quid* de la réunion de deux objets distincts ? Quelle est l’incidence de l’état provisoire ou définitif de la construction ou de l’aménagement projeté sur l’octroi de l’autorisation ?

– Déclaration d’ouverture du chantier : quand doit-elle être réalisée ?

– Quelles dérogations au droit commun ont été introduites ?

- *Quid* de la péremption du permis de construire ou d'aménager ?
- *Quid* de l'interruption des travaux pendant plus d'un an ?
- Quel est le contenu de la demande de permis à double état ?

### **Panneau d'affichage des permis de construire : quelles modifications apportées par l'arrêté du 24 mai 2018 ?**

- Quelles conséquences sur la sécurité juridique de vos projets ?
- Dimension du panneau d'affichage d'une autorisation : comment assurer la bonne information du public ?

Mardi 4 décembre 2018

## **L'AMÉNAGEMENT À L'ÉPREUVE DE L'ACTUALITÉ 2018**

### **Quelles solutions apportées par la loi ELAN pour redynamiser vos projets de territoire ?**

- Opération de requalification des territoires : qui peut signer ce contrat ?
- Quelles sont les modalités de contractualisation en vigueur ?
- Quels sont les nouveaux objectifs assignés aux ORT ? Quelle utilité ?
- Une ORT peut-elle accepter une implantation ou une transformation de commerces de plus de 1000m<sup>2</sup> sans la soumettre à une AEC ?
- Quels sont les nouveaux pouvoirs du préfet en matière de sus-pension de l'examen d'un projet par la CDAC ? Quelles sont les nouvelles compétences du préfet en matière de SPR ?

### **Focus sur la création des nouveaux PPA et GOU par la loi ELAN**

- Quels acteurs publics peuvent devenir membres d'un PPA ?

- Quels sont les projets éligibles au PPA ?
- Financement : le prix du foncier devra-t-il faire l'objet d'une révision ?
- À quel stade du PPA faut-il définir le périmètre des GOU ?
- *Quid* des conditions de création d'une GOU ?
- Quelle autorité est compétente pour délivrer une autorisation d'urbanisme dans le cadre d'une GOU ?
- Permis d'innover et autorisation unique : quelle articulation possible avec un projet de GOU ?

### **Quelles modifications apportées aux procédures de participation du public et d'évaluation environnementale ?**

- Loi du 2 mars 2018 : quelles sont les nouveautés apportées ?
  - Quelles sont les nouvelles modalités de déclenchement du droit d'initiative citoyenne ?
  - Quelles nouvelles obligations pèsent sur le maître d'ouvrage ?
- Décret du 4 juin 2018 : quel est le nouveau champ d'application de l'évaluation environnementale ?
  - Quelles sont les conséquences de la suppression de la notion de « composante » qui était visée à la rubrique 39 ?
- Autorité environnementale : quels sont les risques pesant sur vos opérations à la suite de la décision du Conseil d'État du 6 décembre 2017 ?
  - Quelle est l'autorité aujourd'hui compétente ?
  - Quelles sont les principales jurisprudences en matière de participation du public et d'évaluation environnementale ?

### **Aménagement : quelles nouvelles solutions pour vos projets ?**

- Un projet d'aménagement commercial doit-il être compatible avec le Scot ?



- CAA Bordeaux, 1er mars 2018, n°17BX0158
- Convention d'aménagement : quel juge est compétent pour connaître du litige né des contrats conclus entre l'aménageur et le maître d'œuvre ?
- Quelle est la théorie du mandat administratif en matière d'aménagement ?
- TC 11 décembre 2017, n°4103
- La modification du périmètre d'une ZAC fait-elle obstacle à l'exercice du droit de délaissement ?
- Cass Civ 3, 21 décembre 2017, n°16-26.564
- ZAC : le nombre de mètres carrés de surface hors œuvre nette doit-il être déterminé par le cahier des charges ?
- CE 23 mai 2018, n°406010

## **MAÎTRISE FONCIÈRE ET URBANISME 3.0**

### **Loi ELAN, préemption, cession : quelles nouveautés en matière de maîtrise foncière ?**

- Comment exercer un droit de préemption en vue d'acquérir un terrain à destination du relogement d'habitants ou de la relocalisation d'entreprises ?
- Un bailleur social peut-il être sollicité dans le cadre d'une convention de veille foncière destinée à lui déléguer un droit de préemption ?
- Mise en œuvre des expropriations en aval : quelles nouveautés ?
- Cession amiable du foncier : cela concerne-t-il uniquement l'État ?
- La cession amiable est-elle réservée aux GOU ?
- Cession avec décote : comment mettre ce dispositif en œuvre ?

### **Préemption, expropriation et DUP : quelles évolutions jurisprudentielles ?**

- Quelle est l'autorité compétente pour demander la prorogation d'une DUP ?
- CE 11 avril 2018, n°409648
- Le droit de préemption peut-il être directement exercé par le maire ?
- CE 1er juin 2018, n°417340
- Droit de préemption : le compte-rendu du conseil municipal doit-il être motivé alors qu'il a décidé de ne pas faire usage de ce droit ?
- CE 9 mai 2018, n°412820
- Le titulaire du droit de préemption peut-il être le seul visé par l'action indemnitaire de l'article L.213-12 du Code de l'urbanisme ?
- Cass Civ 3, 15 mars 2018, n°17-11-311
- Quels sont les effets d'une suspension de l'exécution d'une décision de préemption ?
- CE, 4 avril 2018, n°412423
- La procédure d'expropriation pour cause de risque naturel majeur est-elle inconstitutionnelle ?
- Le risque d'érosion côtière peut-il être exclu de l'expropriation pour cause de risque naturel majeur ?
- Cons Const, 6 avril 2018, n°2018-698 QPC
- Quelle est la date de référence pour la fixation des indemnités d'expropriation ?
- Cass Civ 3, 25 janvier 2018 n°16-25.139
- Le taux d'imposition de 20% auquel sont soumises les indemnités d'expropriation porte-t-il atteinte au droit de propriété ?
- CEDH 16 janvier 2018, n°50821/06
- Le juge de l'expropriation peut-il fixer des indemnités alternatives ?
- Cass Civ 3, 8 février 2018 n°17-10-558
- En matière d'expropriation que couvre l'indemnité de emploi ?

• Cass Civ 3, 29 mars 2018, n°17-11-507

– L'expropriant est-il tenu de procéder à de nouvelles recherches lorsque l'avis de réception de la notification effectuée au domicile ne lui est pas retourné dans un délai normal ?

• CE 18 juin 2018, n°407310

### **Dématérialisation des demandes d'autorisation d'urbanisme : un projet soutenu et financé par l'État ?**

– Quel est l'objectif de ce projet ? Est-il réalisable avant le 31 décembre 2021 ?

– Comment se répartit le financement alloué par l'État ?

– Accessibilité en ligne des demandes d'autorisation et développement d'un service



### **S'inscrire en ligne**

Les journées du BJDU

31646

(\*tarif réservé aux mairies, conseils régionaux, conseils généraux, communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines)

Vous avez dépassé le nombre de jours proposés pour cette formation.

Votre tarif : 0€ HT

Si vous bénéficiez d'un code promo, veuillez l'indiquer à l'étape suivante.

[Nous contacter](#)